

L'Emergence du Militantisme Algérien Contre La Répression Coloniale Française (1945- 1962).

Faiza SENOUCI MEBERBECHE

University of Tlemcen in Algeria

senoucif@hotmail.fr

Reçu : 26/05/2019 /; Accepté : 27/05/2019 ,Publié : 02/ 06/2019

**Title: L'Emergence du Militantisme Algérien Contre La
Répression Coloniale Française (1945-1962).**

Abstract :

The outbreak of the Algerian war of liberation on November 1, 1954 was undoubtedly the starting point against a repressive colonial system. In the face of this colonial barbarism and despite the ferocity of the repression, a group of Algerian intellectuals had no alternative but to use every possible and necessary means to put an end to the tyranny practised on the people to ultimately achieve self-determination and the independence of the country.

Key words: Activism-Algeria-repression-
colonialism-elites

ملخص

كان اندلاع حرب التحرير الجزائرية في 1 نوفمبر 1954 بلا شك نقطة الانطلاق ضد النظام الاستعماري القمعي. في مواجهة هذه الهمجية الاستعمارية وعلى الرغم من ضراوة القمع ، لم يكن لدى مجموعة من المثقفين الجزائريين بديل سوى استخدام كل الوسائل الممكنة والضرورية لوضع حد للطغيان الذي يمارس على الشعب و نهب أراضيه لتحقيق تقرير المصير واستقلال البلاد.

كلمات مفتاحية: النشاط-الجزائر-قمع الاستعمار-النخب

Le 5 Juillet 2015 l'Algérie a célébré son 53^{ème} anniversaire de l'indépendance après 132 ans de colonisation de la France et huit ans de guerre révolutionnaire sanglante qui a entraîné la mort d'un million et demi de martyrs. Pendant la longue occupation de l'Algérie, l'idéologie coloniale française stipula clairement que la France était sur «une mission civilisatrice» qui a apporté l'illumination et le développement pour l'Afrique du Nord dans son ensemble et de l'Algérie en particulier, visant à amener les autochtones de l'obscurité aux lumières de la civilisation et de la culture française. Son principal promoteur, Jules Ferry, le président du Conseil et ministre français des affaires étrangères (1883 -1885) défendait l'idée que les races « supérieures », en l'occurrence les blancs, devaient apporter la

civilisation aux races « inférieures », noirs Africains et asiatiques. Dans son discours à la chambre des députés le 28 juillet 1885 il affirma clairement : « Messieurs, il faut parler plus haut et plus vrai ! Il faut dire ouvertement qu'en effet les races supérieures ont un droit vis-à-vis des races inférieures. Je répète qu'il y a pour les races supérieures un droit, parce qu'il y a un devoir pour elles. Elles ont le devoir de civiliser les races inférieures¹ ».

L'idéologie de la mission civilisatrice visait à dévaloriser les races non européennes en lui attribuant l'image de « primitive », « sauvage », et « barbare » afin de renforcer la domination coloniale et l'exploitation humaine et

matérielle des colonies. Selon les initiateurs de cette idéologie les peuples colonisés sont « non civilisés » et incapables d'évoluer par eux-mêmes et qu'il fallait donc les protéger, les éduquer, et les « civiliser ». Dans son ouvrage titré *La question indigène en Algérie au commencement du XXe siècle* Ernest Mercier écrit :

Nos indigènes ont besoin d'être gouvernés ; ce sont de grands enfants incapables de se conduire seuls. Il faut les mener fermement, ne supporter d'eux aucune incartade et mater les intrigants et les agents de démoralisation; en même temps, il faut les protéger, les guider paternellement, les

*aider et surtout reconquérir notre influence sur eux par l'exemple constant de notre supériorité morale*².

Pour ce faire, la France a établi des institutions politiques et administratives dans ses colonies, notamment en Algérie qui ont eu des effets dramatiques sur le quotidien des peuples colonisés, influant sur leur manière de travailler et dans leur façon de vivre les uns avec les autres. En outre, la France a adopté des mesures d'ordre politique qui ont été non seulement conçues pour l'exploitation économique des peuples et leur domination politique, mais encore les déposséder de leur propre identité et de leur culture. Par conséquent et suite à cette colonisation qui a duré plus de 132 années, les français ont ouvert le champ d'action à des nouveaux colons européens pour leur faire profiter des avantages

économiques. Ces politiques qui ont été mises en œuvre ont systématiquement et violemment eu des conséquences dévastatrices sur la population autochtone aussi bien sur le plan humain, social, et culturel mais aussi économique.

Un des principes de la " mission civilisatrice " était la «pacification» du territoire algérien et la stimulation de l'immigration européenne vers ce que

les forces françaises ont qualifié d' "Algérie Française ». À cette fin, et depuis les années 1830, les troupes militaires françaises procédaient à des razzias sur les villages où ils ont tué et expulsé des autochtones de leurs propres terres et leurs villages. Ils ont également brûlé ou détruit les propriétés des populations et ont volé leurs approvisionnements alimentaires et animales. Ils ont commis des crimes horribles contre la résistance des Algériens en torturant les gens, en les brûlant vivants, et violant leurs femmes. Ces atrocités commises sur les Algériens, hommes, femmes et enfants ont ensuite été révélées dans plusieurs récits et témoignages comme ceux rapportés par la commission royale de 1883. On peut y lire:

Nous avons tourmenté, au moindre soupçon et sans procédure régulière, des personnes dont la culpabilité reste encore plus qu'incertaine ... Nous avons massacré des personnes qui ont effectué des passes, égorgé sur un simple soupçon des populations entières qui se sont révélées plus tard être innocentes ...Beaucoup de gens innocents ont été jugés tout simplement parce qu'ils se sont exposés à notre fureur. Les juges ont été mis à leur disposition et les gens civilisés les ont fait condamner, exécuter ... En un mot, notre barbarie a été pire que celle des

*barbares que nous sommes venus civiliser et nous nous plaignons que nous n'avons pas réussi avec eux!*³

D'autres témoignages de généraux et de colonels français, responsables de l'armée et leurs subordonnés ont été révélés plus tard, quarante ans après l'indépendance de l'Algérie. Les colonialistes français ont finalement admis les horreurs et les crimes qu'ils ont commis pendant l'occupation française de l'Algérie. Des généraux de l'armée française comme Marcel Bigeard, Jacques Massu et Paul Aussaresses ont divulgué clairement l'usage de la torture par l'armée et la police française contre les Algériens. Les techniques de torture, selon eux, Incluaient l'électricité appliquée aux parties les plus sensibles du corps, noyade dans l'eau, la sodomie avec des objets en verre et en bois, pendaisons, et les brûlures de cigarettes.

Dans son ouvrage *La vraie bataille d'Alger* publié en 1972, le chef militaire d'Alger, le général Jacques Massu admit avoir exercé la torture sur la population autochtone en déclarant que « le principe de la torture était accepté ; cette action, assurément répréhensible, était couverte, voire ordonnée, par les autorités civiles, qui étaient parfaitement au courant⁴ ». Il ajoute : « J'ai dit et

reconnu que la torture avait été généralisée en Algérie (...) On aurait dû faire autrement, c'est surtout à cela que je pense. Mais quoi, comment ? Je ne sais pas. Il aurait fallu chercher ; tenter de trouver. On n'a malheureusement pas réussi, ni Salan, ni Allard, ni moi, ni personne⁵».

La torture pendant la guerre d'Algérie fut aussi évoquée, entre autres, par Paul Aussaresses, le général de brigade de l'armée française, dans son ouvrage titré *Services Spéciaux : Algérie 1955-1957*, publié par les éditions Perrin en 2001, qui révèle les techniques et méthodes de torture sur la population autochtone. Il témoigne que : « les policiers de Philippeville [Skikda aujourd'hui] utilisaient donc la torture...et leur hiérarchie le savait. Je [Aussaresses] ne tardai du reste pas à me convaincre que les circonstances exceptionnelles expliquaient et justifiaient leurs méthodes⁶ ». Il ajoute :

J'eus très vite des noms de suspects indiscutablement impliqués dans les crimes les plus sanglants. Quand ils furent arrêtés, je ne trouvai pas de héros, juste des brutes. Vint le moment de les interroger. Je commençai par leur demander ce qu'ils savaient. Mais ils me firent comprendre qu'ils n'avaient pas l'intention d'être bavards. Alors, sans état

*d'âme, les policiers me montrèrent la technique
des interrogatoires « poussés » :*

*d'abord les coups qui, souvent, suffisaient, puis
les autres moyens, dont l'électricité, la fameuse
« gégène », enfin l'eau » ; « j'ai fait aligner les
prisonniers, aussi bien les fells que les ouvriers
musulmans qui les avaient aidés ? J'ai été
obligé de passer les ordres moi-même. J'étais
indifférent : il fallait les tuer, c'est tout, et je l'ai
fait⁷.*

Et sur l'exécution de Ben M'hidi , Paul Aussaresses
écrit:

*Nous avons conduit le prisonnier [Ben M'hidi]
sous bonne escorte-nous craignons que le FLN
n'organise une évasion – dans » ... une ferme
isolée. Là, dans une pièce à l'écart de
l'habitation, mes hommes ont accroché une
corde à un tuyau et placé un tabouret dessous.
L'un d'eux a même testé le gibet pour mesurer
la résistance du tuyau. Il était solide. Vers
minuit, Ben M'hidi est entré dans la pièce. Il a
repoussé le parachutiste qui voulait lui mettre
un bandeau sur les yeux en disant qu'il était un
soldat. Le para lui a répondu que c'était un
ordre. La voix ferme, Ben M'hidi a répliqué :
'Je sais ce qu'est un ordre. Je suis moi-même*

*colonel de l'ALN.' Ce sont ses dernières paroles*⁸.

Dans cette même cadence d'atrocité, les forces Françaises en Algérie ont aussi établi des organisations secrètes comme l'organisation de l'armée secrète (OAS) sous la direction du général Raoul Salan qui se livrait à la terreur et aux actes terroristes non seulement contre les Algériens, mais aussi contre les français qui soutenaient la cause algérienne. Les membres de cette organisation militaire étaient sérieusement engagés dans une campagne systématique d'exécution et de destruction.

Devant cette barbarie coloniale et malgré la férocité de la répression, un groupe d'intellectuels algériens a émergé en quête de l'indépendance de l'Algérie, tout en s'opposant à la colonisation française afin de mettre fin à la tyrannie pratiquée sur le peuple et la spoliation de ses terres. Animé d'un sentiment nationaliste, le groupe a été renforcé suite aux affrontements sanglants qui ont eu lieu à Sétif, Guelma, Kherrata, Béjaïa, Annaba et Souk-Ahras en mai 1945, lorsque plus de 45.000 Algériens sortis pour fêter la fin des hostilités et la victoire des Alliés sur les forces de l'Axe ont été sauvagement assassinés simplement parce qu'ils manifestaient pacifiquement,

réclamant l'indépendance de la domination française. Cet incident ne pouvait qu'accroître le sentiment nationaliste des Algériens.

Le nationalisme en Algérie a connu deux phases importantes, la phase réformiste de 1945 à 1955, et la phase radicale de 1955 à l'indépendance en 1962. A travers, ces deux étapes l'intelligentsia Algérienne a cherché à accéder à l'indépendance et à la libération ultime de la domination étrangère. Par ailleurs, il est à noter que le mouvement intellectuel n'a jamais été en mesure d'attirer

toutes les masses dans ses rangs, néanmoins, il a persisté tout au long des années, et après une baisse marquée par le début des 1950, le mouvement nationaliste algérien a connu un renouveau au milieu de la même année et qui a mené à l'indépendance en 1962.

La phase réformiste de la lutte intellectuelle a été conduite par des dirigeants comme Messali Hadj (1898-1974) et Ferhat Abbas (1899-1985). Le premier était le fondateur de l'Etoile Nord Africaine "ENA" à Paris en 1925, un mouvement de masse qui regroupait des émigrés de différentes nationalités maghrébines, représentés principalement par des jeunes intellectuels algériens et des ouvriers qui appelaient à trois principes

fondamentaux: la création d'une nation algérienne, l'unité nord-africaine, et la réalisation d'une réforme agraire complète. Cette organisation nationaliste révolutionnaire luttait pour la libération et la renaissance nationale de l'Algérie en particulier et du Maghreb en général, ainsi que le retour des biens à l'état Algérien, tels que les terres agricoles accaparées par les colons et la remise de ces terres à leurs propriétaires d'origine. Suite à ces réformes, les Français estimaient que leur autorité sur les Algériens était menacée, ce qui les a incité à dissoudre l'ENA en 1929 et expatrier Messali Hadj de la France en 1930.

De retour en Algérie, Messali lança le Parti Populaire Algérien "PPA" en 1937. Le PPA a été interdit en 1939. Néanmoins, il a été soutenu par un groupe d'étudiants et de travailleurs qui ont milité clandestinement jusqu'au milieu des années 1940.

Ferhat Abbas, une autre figure importante du mouvement nationaliste algérien, a lui aussi marqué la phase réformiste de la lutte pour l'autodétermination et la libération de l'Algérie. Soutenu dans sa démarche par Messali Hadj, Ferhat Abbas fonda le 14 Mars 1944 un groupe de réformistes modérés dénommé Les Amis du Manifeste et de la Liberté "AML". Ce dernier est devenu plus tard connu sous le nom de l'Union Démocratique du Manifeste Algérien "UDMA".

En 1946, des membres de l'UDMA avec un groupe du PPA ont formé une organisation juridique connue sous le nom de Mouvement Pour le Triomphe des Libertés Démocratique MTLD sous la direction de Messali. Lors des élections de l'Assemblée Nationale du 01 Novembre 1946, le MTLD a pu gagner cinq des quinze sièges élus. Néanmoins, le mouvement a perdu tous ses sièges en 1948 et en 1950, et il a été suspendu par la police. Les membres du MTLD ont lancé un groupe paramilitaire plus radical connu sous le nom de L'organisation Spéciale "OS", mais cette organisation n'a pas prospéré. Elle a été dissoute et ses membres ont été écroués.

Dans les années 1950 le mouvement nationaliste algérien est devenu de plus en plus radical. Ses dirigeants ont réalisé que leurs revendications ont été ignorées par les autorités françaises et ils étaient désormais convaincus que leurs ultimes objectifs de la libération et d'autodétermination et ne pourraient jamais être atteints par des moyens pacifiques et ils ont donc embarqué sur un changement plus radical.

En 1951, le MTLD lança des organisations politiques et culturelles telles que: le Front Algérien, le Parti Communiste Algérien, et la Société des 'Oulémas'. En 1954, les anciens membres du MTLD

ont quitté le parti pour fonder le Comité Révolutionnaire d'Unité et d'Action "CRUA".

Le CRUA était une organisation qui a appelé à la rébellion armée. Il a exhorté tous les mouvements nationalistes en Algérie à se rassembler sous une seule force afin de combattre l'ennemi. Le 1er Novembre 1954, le CRUA est devenu connu sous le nom du Front de la Libération Nationale "FLN". Ce dernier était en fait, un parti socialiste qui regroupait des membres de différents groupes nationalistes comme: MTLD, l'UDMA, des membres de la Société des 'Oulémas, et les anciens indépendants et des jeunes leaders. Les membres du FLN sont devenus plus militants ; ils ont tenté d'absorber au sein du parti toutes les tendances nationalistes et ont été progressivement rejoints par d'autres nouvelles organisations.

Les membres du FLN étaient parmi les premiers leaders nationalistes éminents qui ont organisé et conduit les gens aux premiers affrontements armés. Dès le 1^{er} novembre 1954 les attentats du mouvement de libération nationale FLN se multipliaient et l'Algérie entra dès lors en guerre pour huit longues années afin d'arracher son indépendance de la domination étrangère. De son côté la France commença à renforcer ses lois dans la colonie et la brutalité et la pratique systématique de la torture

commençaient à prendre de l'ampleur. Le Viol, le jet d'eau froide, le supplice de la baignoire remplie d'excréments et d'électrochocs étaient parmi les moyens de torture les plus utilisés par les colonialistes. De plus, à partir du 12 mars 1956 l'Assemblée Nationale Française accorda la suspension de la garantie des libertés individuelles en permettant aux policiers, gendarmes, et militaires de pratiquer ce qu'ils appelaient « des interrogatoires poussés », d'appliquer des « traitements spéciaux » et d'introduire des « mesures d'urgence » pour mieux gérer les conditions coloniales de l'époque.

Vers le milieu des années 1950, le F.L.N. s'est engagé à défendre la cause de l'indépendance et de libération de l'Algérie sur la scène internationale. Ses membres ont participé à plusieurs conférences panafricaines dans le but de parvenir à un soutien de la part des autres organisations panafricaines. L'Algérie a été, par exemple, représentée à la Conférence de Bandung en 1955.

La conférence a réuni pour la première fois dans l'histoire des peuples colonisés d'Asie avec ceux d'Afrique sous une seule force politique pour lutter contre l'expansionnisme occidental. Les membres de la

conférence de Bandung ont décidé de promouvoir l'intérêt mutuel et la coopération entre les peuples colonisés dans les deux continents, le respect des droits fondamentaux de l'homme selon les principes de la charte de l'Organisation des Nations Unies, et le respect de la souveraineté et l'intégrité territoriale de toutes les nations. En outre, les représentants de la conférence afro-asiatique ont exprimé leur soutien à tous les mouvements nationalistes qui ont eu recours à la lutte armée comme moyen de parvenir à l'indépendance et à l'autodétermination.

L'Algérie a été également représentée dans d'autres conclave panafricains comme la première Conférence des Etats africains indépendants à Accra en 1958. Cette conférence a joué un rôle capital dans la lutte pour l'indépendance des états africains encore sous les chaînes du colonialisme, dont l'Algérie. La conférence qui est s'est tenue du 15 au 22 Avril a réuni des Panafricanistes et délégués de huit états indépendants dont Le Ghana et le Liberia pour représenter l'Afrique noire dans un contexte panafricain, et l'Egypte, la Tunisie, le Maroc, la Libye et l'Afrique du Nord représentant le monde arabo-musulman. D'autres représentants, de l'Ethiopie on également assisté à La conférence.

Au cours de cette conférence, les délégués ont soulevé les problèmes de la discrimination raciale à l'égard de la race noire dans le monde. Ils ont également insisté sur l'indépendance politique, et proclamé une coordination politique, économique et culturelle entre les différents états indépendants africains. Les délégués ont aussi proposé la formation d'un front uni au sein de L'ONU. Ils se sont finalement résolus à une implication directe par rapport à l'indépendance des états africains encore sous les chaînes du colonialisme.

Pour atteindre leurs objectifs, les délégués ont insisté sur l'unité de tous les états indépendants à travers la création d'un organe permanent qui saurait défendre les intérêts communs des états indépendants dans les affaires internationales. Les délégués ont également insisté sur l'implication des mouvements nationalistes des états africains dépendants comme une étape importante pour la future émancipation de leurs pays respectifs.

La deuxième conférence des Etats Africains Indépendants qui se tint à Monrovia en 1959 adopta une série de résolutions relatives pour la plupart aux stratégies à appliquer dans la lutte pour l'indépendance et l'autodétermination des pays africains encore colonisés. Les représentants de cette conférence ont

aussi condamné la France pour ses essais nucléaires au Sahara et ont réclamé l'ouverture de négociations de paix en Algérie.

La première conférence des Peuples Africains s'est réunie à Accra au Ghana du 5 au 13 Décembre 1958. Elle rassembla 250 délégués venus de vingt-huit pays africains dont l'Algérie, la Tunisie, la Mauritanie, l'Afrique de l'Ouest,

le Cameroun, le Togo, le Dahomey, le Sénégal, la Guinée, l'Angola et l'Afrique du Sud. Parmi les points essentiels évoqués lors de la conférence : l'anticolonialisme, l'antiracisme, l'anti-impérialisme, et l'unité africaine des états indépendants et les mouvements de libérations des pays encore colonisés. Un intérêt particulier a été mis sur la question de l'indépendance en Afrique. Les délégués ont affirmé que l'indépendance de certains états africains n'aura aucune valeur sans l'indépendance de toute l'Afrique.

La deuxième conférence des Peuples Africains se tint à Tunis en Janvier 1960 réunissant 73 délégations africaines, suivie par la troisième Conférence des Etats Africains Indépendants à Addis-Abeba la même année, et la troisième Conférence des Peuples Africains au Caire en 1961. A cette période de la décolonisation, la lutte pour l'autodétermination et la

liberté de la domination étrangère a atteint une phase décisive où les colonisateurs se retrouvent contraints de se retirer d'un bon nombre de pays.

Au niveau national, une réunion secrète s'est tenue à la Soummam le 20 Août 1956 regroupant environ 20 dirigeants du FLN qui se sont résolus à se réorganiser au sein d'une armée : l'Armée de Libération Nationale "ALN" qui a intensifié ses actions patriotiques dans les différentes zones militaires en particulier à Alger où les militants mettaient des bombes dans les cafés et les lieux publics. Le 19 Septembre 1958, le FLN a créé son propre Gouvernement

Provisoire de la République Algérienne "GPRA" dirigé par Ferhat Abbas, ainsi que d'autres institutions telles que le Conseil National de la Révolution Algérienne "CNRA" et le Comité de Coordination Exécutif "CCE".

En 1959, le général De Gaulle qui était devenu Président de la République Française en 1958 affirma qu'il était partisan de l'autodétermination en envisageant prudemment un référendum sur l'indépendance de l'Algérie. En 1960, les négociations concernant l'indépendance de l'Algérie ont été lancées entre De Gaulle et le GPRA. Cependant, les Français

n'étaient pas tous en faveur de l'indépendance de l'Algérie en l'occurrence les généraux de l'époque qui ont organisé une tentative de putsch en avril 1961 sous le slogan « Algérie Française ». Après son échec ils fondèrent l'OAS (Organisation Armée Secrète) le 10 février 1961 lors d'une réunion à Madrid en Espagne, cette dernière multipliait les attentats et les exécutions sommaires contre les Algériens. En effet, l'OAS se lança dans un combat crépusculaire violent et désespéré des derniers fervents de « l'Algérie française » et ce jusqu'en juin 1962. Dans leur folie meurtrière ils étaient soutenus par la population française d'Algérie qui refusait l'idée de quitter un jour l'Algérie.

Paradoxalement, cette obstination de la part des français n'a fait qu'accélérer le processus d'autodétermination des Algériens. Des représentants du gouvernement français avec des représentants du GPRA se sont engagés dans de longues négociations qui ont abouti à la signature d'un accord de paix entre

les deux parties mettant ainsi fin à huit ans de guerre et ont ouvert la voie de l'indépendance à l'Algérie. Les accords d'Évian négociés entre le 7 et le 18 mars 1962 ont abouti à la signature d'un cessez le feu le 19 mars décrétant ainsi la fin de la guerre. Les accords prévoyaient aussi l'organisation de référendum devant

aboutir à la reconnaissance de l'état Algérien. Ce référendum fut approuvé à 90,7% par les français et l'Algérie fut officiellement proclamée république indépendante le 05 juillet 1962.

Notes :

1Cité par Guy Pervillé, dans *De l'Empire Français à la Décolonisation*, Paris : Hachette, 1991, p.48.

2. Ernest Mercier, *La question indigène en Algérie au commencement du XXe siècle*, Paris : Harmattan, 2006, p. ii.

3. Echo D'Algérie Quotidien National d'Information 9 janvier 2014.

4. La Torture pendant la Guerre D'Algérie [archive], LDH-Toulon, juillet 2003.

5. *ibid.*,

6. <http://my.algeria.com/forums/history-histoire/19104-il-y-50-ans-mourait-sous-la-torture-mohamed-larbi-ben-m-hidi-2.html>

7. *Ibid.*,

8. *Ibid.*,

Bibliographie:

- Branche, Raphaëlle. *La torture et l'armée pendant la guerre d'Algérie 1954-1962*. Paris : Gallimard, 2001.
- Martinet, Gilles. *Une Certaine Idée de la Gauche (1936-1997)*. Paris : Odile Jacob, 1997.
- Mercier, Ernest. *La question indigène en Algérie au commencement du XXe siècle*. Paris : Harmattan, 2006.
- Pervillé, Guy. *De l'Empire Français à la Décolonisation*. Paris : Hachette, 1991.
- Rey, Benoist. *Les Egorgeurs : Algérie 1959-1960, Chronique d'un Appelé*. Paris : Los Solidarios-Le Monde libertaire, 1999.
- Tillon, Germaine. *Le Témoignage est un Combat*. Paris : Seuil, 2000.